

Politique | Emploi, aménagement du territoire, transports... Quel programme pour la Région en 2018 ?



Après avoir déjà réalisé l'exercice à plusieurs reprises, en plusieurs lieux et devant différents publics, c'est à la presse que le Président de la Région a adressé ses vœux ce jeudi 18 janvier en fin de matinée. L'occasion d'évoquer ses souhaits pour 2018 tant sur le plan national, et notamment sa vision du PS, que régional. Une Nouvelle-Aquitaine pour laquelle le Conseil régional devra s'échiner à travers ses politiques et ses actions, à relever deux principaux défis que sont aux yeux de son Président, l'accompagnement au recrutement et l'aménagement du territoire.

« J'ai deux vœux en tant que responsable public et homme de gauche » a débuté Alain Rousset. Le premier de ses souhaits est « le retour du débat d'idées ». Un souhait qu'il adresse, notamment, au PS. « Je suis consterné » par la façon dont les appareils politiques ont réagi au "dégagisme" de 2017. Ils ont recréé les mêmes formations, plutôt que de créer un groupe de réflexion pouvant proposer des choses de fond et formuler un véritable projet politique ». En la matière, Alain Rousset a « une trame à proposer » à ses camarades. Il s'agit d'abord de « se réconcilier avec l'entreprise, la comprendre et en même temps la challenger ». Ensuite, « il faut se pencher sur la pauvreté, la précarité » et enfin, « reprendre l'idée de la décentralisation », sans oublier « l'Europe et les institutions internationales, travailler à leur redéploiement dans un contexte où l'évolution du monde est inquiétante ».

Deuxième de ses vœux pour l'année qui démarre : « replacer l'humain et la solidarité au centre ». Un sujet dont il avait déjà fait le cœur de son intervention lors de ses vœux aux corps constitués, lundi 15 janvier, insistant à nouveau notamment sur les salariés, comme « base de la compétitivité de l'entreprise », « loin des Gattazeries » et de l'« insupportable brutalisation des individus ».

"Poursuivre notre modèle économique de confiance et d'anticipation"

Quant à l'année 2018 de la Nouvelle-Aquitaine, le Président tout juste revenu du CES de Las Vegas, plus grand salon de l'innovation au monde, en est plus que jamais convaincu : « on ne peut pas passer à côté du numérique ». En d'autres termes, « nous poursuivrons notre modèle économique de confiance, d'anticipation, d'innovation qui est unique », à travers des « partenariats forts entre les structures tant publiques que privées ». Et de citer en exemple l'Aérocampus à Latresne, « qui a structuré l'attractivité de la Région dans le secteur de la

maintenance aéronautique », le développement d'accélérateurs « pour permettre aux startups de croître plus vite sur le marché », ou encore, « la principale action » du moment : la création d'un fonds d'investissement pour pouvoir accompagner les développements des entreprises sur leurs fonds propres. Quant aux secteurs-ressources de l'innovation, le président cite la richesse de la région en matière grise, tant autour de l'intelligence artificielle, en cybersécurité ; ou encore le « potentiel incroyable de l'océan », autour notamment de l'Université de La Rochelle.

Recruter et aménager

Au-delà de ce fil rouge de l'innovation, les deux grands défis de 2018 de la Région, identifiés par son Président, seront d'une part d'accompagner le recrutement des entreprises, face au « paradoxe insupportable de constater des entreprises qui veulent recruter et en face ce chômage de masse », et d'autre part, l'aménagement du territoire. Deux défis qui parfois se croisent, quant il s'agit d'organiser la mobilité, ou encore redynamiser des villes où peuvent se trouver des emplois, en manque de candidatures. « On ne peut pas se contenter de se plaindre que les centres-villes se vident. A la taille de la grande région, il faut inventer de nouveaux modèles... Car je ne crois pas au ruissellement économique de la Métropole, comme je ne crois pas au ruissellement entre les riches et les pauvres », place-t-il à l'attention d'un certain Emmanuel Macron. Sur le recrutement, une première grande réunion des acteurs est d'ailleurs fixée dès ce 22 janvier prochain.

Autre message au Gouvernement, lié tout à la fois au développement économique et à l'aménagement du territoire : sa désapprobation ferme sur la réforme en cours de préparation sur la formation et l'apprentissage. En effet, ces deux compétences, confiées aux Régions depuis 4 ans pourraient passer sous la gestion des branches professionnelles. « C'est un recul de la décentralisation que je ne peux pas accepter. C'est aussi le risque d'entraîner la fermeture de centaines de CFA, et notamment ceux situés en dehors des grandes villes, qui actuellement ne sont pas soutenus par les branches. » Et d'ajouter « Le MEDEF n'est pas légitime sur l'apprentissage. Combien Monsieur Gattaz a-t-il d'apprentis dans son entreprise ? Les grandes entreprises ne prennent pas d'apprentis. Ils sont à 70 % chez les artisans. Au ministère on me dit, "c'est la loi de l'offre et de la demande", sauf que sur la formation, non, ça ne marche pas comme ça ! » Une colère inquiète qui se manifesterà le 31 janvier prochain, en région par l'organisation d'un sommet réunissant l'ensemble des chambres consulaires, annonce-t-il.

Libérer des sillons et développer les ports

Autre grand sujet 2018, le transport autour de deux sujets principaux que sont le désenclavement de Limoges et le desserrement de l'asphyxie de Bordeaux. « Le désenclavement de Limoges suppose une ligne d'obligation de service public sur l'aéroport, mais il appartient aussi au Gouvernement de dire s'il faut une autoroute ou une voie ferrée pour relier Limoges à Poitiers. La Région est prête à renforcer son action. L'agglomération de Limoges a besoin de se développer, et de respirer ».

Quant à « l'asphyxie de Bordeaux et sa conséquence qu'est la diagonale de la pollution qui outre Bordeaux, démarre à Bayonne puis traverse le Poitou-Charentes », Alain Rousset plaide, encore et toujours pour le fer, pour libérer la route d'une part des 9300 camions quotidiens. « Il faut dégager des sillons sur la voie ferrée existante et sortir les voitures avec la LGV entre la France et l'Espagne et Bordeaux et Toulouse ! L'opposition entre trains du quotidiens et LGV est une opposition indémontrable, sauf sur le plan financier. C'est pourquoi il faut travailler à de nouveaux modes de financement. Nous en avons parlé à la ministre avec Carole Delga (Présidente de la Région Occitanie, ndlr) » Si Alain Rousset ne lâche pas l'affaire en matière de LGV, il se dit aussi prêt à une autre alternative : le transport maritime avec les ports de Bayonne et La Rochelle notamment. « La porte a été ouverte par le Premier ministre, de notre côté, nous sommes prêts ».

Transports: vers un billet unique

Quant au sujet de l'encombrement bordel-bordelais si le Président de la Région ne croit pas à la solution de la réduction de la vitesse, le covoiturage doublé d'une voie qui lui serait réservée à certaines heures de la journée a bien davantage ses faveurs, de même qu'un BHNS pour rentrer sur l'agglomération, ou encore, la suggestion d'Alain Juppé de bus express empruntant l'autoroute. Même si en la matière, « c'est à l'Etat de prendre cette décision », précise-t-il. Autre sujet : le syndicat mixte de la mobilité, dont un des objectifs concrets pour les usagers est de créer un billet unique sur tous les modes de transports à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine... Ce qui suppose avant ça, une entente entre tous les acteurs, et techniquement, l'interopérabilité des différents systèmes informatiques de chaque mode de transports...



Solène Méric

Credit Photo : Aqui.fr
Publié sur aqui.fr le 18/01/2018
[Url de cet article](#)